

WD3549

LT  
SP  
SM  
RD  
MP

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
DU CHARBON ET DE L'ACIER

COMMUNAUTÉ  
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

# PARLEMENT EUROPÉEN

## DOCUMENTS DE SÉANCE

1965-1966

18 JANVIER 1966      ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE      DOCUMENT 117

### Rapport

fait au nom de

la commission du marché intérieur

sur

les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil

relatives à

- une directive visant l'application de la législation des États membres, en matière de baux ruraux, aux agriculteurs ressortissants des autres États membres (doc. 144, 1964-1965)
- une directive visant la liberté pour les agriculteurs ressortissants d'un État membre, établis dans un autre État membre, de mu-  
ter d'une exploitation à une autre (doc. 143, 1964-1965)

Rapporteur : M. René Tomasini

PE 1163-1166-117

Par lettre du 3 février 1965, le président du Conseil de la C.E.E. a transmis au Parlement européen, pour consultation conformément à l'article 54, paragraphe 2, du traité, les propositions de la Commission de la C.E.E. relatives à une directive visant l'application de la législation des Etats membres, en matière de baux ruraux, aux agriculteurs ressortissants des autres Etats membres et une directive visant la liberté pour les agriculteurs ressortissants d'un Etat membre, établis dans un autre Etat membre, de muter d'une exploitation à une autre.

Ces propositions ont été imprimées et distribuées comme documents de séance (143 et 144, 1964-1965) et renvoyées pour examen à la commission du marché intérieur saisie au fond, et à la commission de l'agriculture saisie pour avis, par lettre du président du 16 février 1965.

Lors de sa réunion du 18 mars 1965, la commission du marché intérieur a désigné M. René Tomasini comme rapporteur.

La commission de l'agriculture a adopté son avis, rédigé par MM. Estève et Loustau, lors de ses réunions des 27 et 28 avril 1965. Cet avis est annexé au présent rapport.

La commission du marché intérieur a examiné les propositions de directive lors de ses réunions des 10 et 11 janvier 1966.

Le présent rapport et les propositions de résolution qui lui font suite ont été adoptés par la commission du marché intérieur à l'issue de sa réunion du 11 janvier 1966, à l'unanimité.

Etaient présents : MM. Carboni, président, Berkhouwer et Seuffert vice-présidents ; Tomasini, rapporteur, Alric, Armengaud, Blaisse, Breyné, Darras, Deringer, De Winter, Hahn, Illerhaus, Jarrot, Kapteyn, Moro, Poher (suppléant M. E. Martino), J. Wohlfart.

## Sommaire

	Page		Page
Introduction . . . . .	1	aux agriculteurs ressortissants des autres Etats membres . . . . .	6
I — La proposition relative aux baux ruraux . . . . .	2	Proposition de résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une directive visant la liberté pour les agriculteurs ressortissants d'un Etat membre, établis dans un autre Etat membre, de muter d'une exploitation à une autre . . . . .	10
II — Le projet relatif au droit pour un agriculteur de muter d'une exploitation à l'autre . . . . .	5	Annexe : Avis de la commission de l'agriculture rédigé par MM. Estève et Loustau . . . . .	15
Proposition de résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une directive visant l'application de la législation des Etats membres, en matière de baux ruraux, . . . . .			

## R A P P O R T

sur les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil relatives à

- une directive visant l'application de la législation des Etats membres, en matière de baux ruraux, aux agriculteurs ressortissants des autres Etats membres (doc. 144, 1964-1965)
- une directive visant la liberté pour les agriculteurs ressortissants d'un Etat membre, établis dans un autre Etat membre, de muter d'une exploitation à une autre (doc. 143, 1964-1965)

Rapporteur : M. René Tomasini

Monsieur le Président,

### Introduction

1. Le Conseil de ministres a transmis au Parlement le 3 février 1965 deux nouvelles propositions de directive, établies par la Commission de la C.E.E. concernant la liberté d'établissement pour les agriculteurs ressortissants des Etats membres. Ces deux propositions ne concernent pas la libre prestation des services. A cet égard, le Conseil a adopté le 14 décembre 1964 une directive fixant les modalités de réalisation de la libre prestation des services dans les activités de l'agriculture et de l'horticulture <sup>(1)</sup>.

Les deux propositions comportent une extension, quoique limitée, des droits déjà acquis en matière de baux ruraux et la possibilité de transférer sur une autre exploitation, ainsi d'ailleurs que le prévoit le programme général sur la liberté d'établissement. Ce programme général prévoit au titre IV, point « F », six étapes, qui s'échelonnent au cours de la période transitoire, pour l'élimination des restrictions dans le secteur agricole, à savoir :

- l'établissement sur les exploitations abandonnées ou incultes depuis plus de deux ans, dès l'adoption du programme général ;
- l'établissement des travailleurs agricoles installés depuis deux années dans le pays d'accueil, à la fin de la première étape ;
- l'octroi du régime national en matière de baux ruraux aux exploitants étrangers et

l'autorisation de se transférer sur toute espèce de terre, au début de la troisième année de la deuxième étape, soit en 1964 ;

- l'accès aux diverses formes de crédits, au début de la troisième étape, soit en 1966 ;
- le bénéfice des aides dans les mêmes conditions que celles applicables aux nationaux, au début de la troisième année de la troisième étape, soit en 1968 ;
- la suppression de toutes les autres restrictions, à l'issue de la période de transition.

2. Le traité, on le voit, s'est montré beaucoup plus prudent en matière d'établissement pour les agriculteurs que pour les autres professions. Il ne leur a pas reconnu d'un seul coup, comme pour les autres activités, la suppression de toutes les restrictions. Une trop grande rapidité dans la libération des activités aurait pu avoir des conséquences excessives sur le prix des terres et sur le niveau du loyer des terres arables. Pour cette même raison les résultats constatés des deux premières directives citées ci-dessus seraient de nature à donner des indications précieuses sur la possibilité de résorber le retard dans le mouvement de libération de ces activités ou de se montrer prudent en la matière.

Il serait hautement souhaitable que la Commission de la C.E.E. recueille, sur ce sujet, des renseignements identiques à ceux publiés par le *Journal officiel* de la République française (Débats parlementaires du 27 mai 1965) à la suite de la question écrite posée par M. Deniau. Elle devrait porter à la connaissance de la commission du marché intérieur les résultats qu'elle a pu relever sur les mouvements d'immigration et d'établissement qui ont été rendus pos-

<sup>(1)</sup> Cf. J.O. n° 1 du 8 janvier 1955.

sibles et sur l'effet de ces mouvements quant aux quantités produites et aux prix pratiqués sur les marchés régionaux, étant entendu, que cette enquête ne pourra avoir d'autres conséquences que de satisfaire le besoin d'information du Parlement européen.

La commission de l'agriculture s'est également préoccupée de ce problème et a fait remarquer, à ce sujet, rappelant un avis élaboré en son nom par M. Briot <sup>(1)</sup> :

« Il conviendra de veiller à ce que la levée des restrictions au droit de libre établissement n'entraîne pas des effets néfastes, tels que le renchérissement des terres, phénomène qui risque d'être particulièrement sensible en France, principal pays d'accueil.

Il serait souhaitable que toutes mesures soient prises pour que l'exercice du droit d'établissement n'aboutisse pas, dans certaines régions, à la rupture de l'équilibre entre l'offre et la demande par une augmentation massive de la production. »

3. En raison des liens qui unissent les deux projets aux directives déjà entrées en vigueur, il est utile de rappeler le contenu des deux premières directives.

Le Conseil a adopté le 2 avril 1963 deux directives :

- l'une fixant les modalités de réalisation de la liberté d'établissement dans l'agriculture sur le territoire d'un Etat membre des ressortissants des autres pays de la Communauté ayant travaillé en qualité de salariés agricoles dans cet Etat membre pendant deux années sans interruption ;
- l'autre, fixant les modalités de réalisation de la liberté d'établissement sur les exploitations agricoles abandonnées ou incultes depuis plus de deux ans <sup>(2)</sup>.

4. La catégorie restreinte des salariés agricoles occupés pendant deux années sans interruption peut actuellement se consacrer à l'exploitation d'une entreprise d'agriculture générale, d'élevage et même de boisement comme activité secondaire. Toutes les restrictions visées au titre III du programme général sont supprimées et donc également celles qui limiteraient à son égard le droit d'accès aux différentes formes de crédit ou le bénéfice des aides accordées aux nationaux. Les salariés agricoles peuvent acquérir, prendre à bail une exploitation agricole et même se transférer sur une autre exploitation. Pour eux, les troisième, quatrième et cinquième étapes

énumérées ci-avant sont déjà réalisées. Il y a lieu de noter le recours des bénéficiaires de la directive contre les décisions d'opposition prises par l'autorité compétente de l'Etat d'accueil et l'interdiction aux Etats d'émigration de leur octroyer des aides faussant les conditions d'établissement.

5. Les exploitants qui s'établissent sur les terres incultes ou abandonnées depuis plus de deux ans peuvent également exercer toutes les activités se rapportant à l'agriculture, à l'élevage, et même au boisement comme activité secondaire. Les mêmes restrictions sont supprimées à leur égard, à cette exception près que chaque Etat conserve le droit de soumettre à autorisation la faculté de muter sur une terre qui ne serait pas « abandonnée ou inculte depuis plus de deux ans ». Ils ont également un droit de recours et se voient interdit l'octroi d'aides ayant pour effet de fausser les conditions d'établissement.

6. Ce rappel des grandes lignes des deux premières directives est utile pour préciser la portée des propositions examinées dans le présent rapport. Il montre que le droit pour un agriculteur de muter d'une exploitation à l'autre et l'application des législations en matière de baux ruraux sont déjà reconnus à certains exploitants étrangers. Il donne l'occasion ensuite de faire préciser par la Commission de la C.E.E. dans quelle mesure les Etats membres lui ont fait connaître les mesures prises par eux pour se conformer aux deux premières directives. A ce sujet, il serait souhaitable d'une manière générale qu'elle informe régulièrement, sinon le Parlement européen du moins sa commission compétente, de tous les progrès qu'elle a pu enregistrer en matière d'établissement et de prestation des services.

7. Avant de passer à l'étude des deux projets transmis par le Conseil, il serait utile enfin de faire préciser par la Commission de la C.E.E. ses intentions pour ce qui concerne les trois dernières étapes prévues au titre IV, « F », du programme général, en ce qui concerne l'accès au crédit et aux aides ainsi que pour l'élimination de toutes les autres restrictions.

#### I — La proposition relative aux baux ruraux

8. Dans l'exposé des motifs, la Commission de la C.E.E. déclare que la continuité de l'exploitation est indispensable à la bonne gestion de celle-ci. Elle estime que tout avantage dans ce sens, qui ne serait reconnu qu'aux seuls nationaux, risque de se retourner contre eux dans la mesure où le bailleur donnerait à prix égal la préférence à l'étranger moins exigeant et moins protégé. Elle en tire la conclusion qu'une mise sur pied d'égalité des nationaux et des ressortissants des autres Etats membres profitera en défi-

<sup>(1)</sup> Avis émis sur les deux directives 63/ 261 et 262/C.E.E.

<sup>(2)</sup> Cf. J.O. n° 62 du 20 avril 1963.

nitive aux nationaux sans pour autant nuire aux étrangers dont les droits acquis sont au moins consolidés par le principe du statu quo. Ainsi justifie-t-elle la proposition.

9. Il convient de préciser aussitôt que cette proposition n'aura pas pour effet de donner à tous les ressortissants étrangers le droit de prendre à bail une exploitation située sur le territoire des autres Etats membres avec les mêmes droits reconnus aux nationaux. Seuls ceux qui sont déjà installés dans un autre Etat membre verront leurs droits étendus. Le texte du programme général énonce en effet : « ... de telle sorte que la législation en la matière sera appliquée aux agriculteurs ressortissants des autres Etats membres *exploitant sous ce régime* dans les mêmes conditions qu'aux nationaux ». On voit que le projet a une portée limitée car seuls « exploitent sous ce régime » ceux qui sont déjà installés grâce à des autorisations individuelles, à des accords bilatéraux ou en vertu des deux premières directives. Et dans ce dernier cas, ils bénéficiaient déjà du droit de prendre à bail aux mêmes conditions que les nationaux.

10. Le texte du programme général ne prévoit aucun délai entre l'installation première et la reconnaissance du droit au bail sous les mêmes conditions que les nationaux. Un délai de deux ans est exigé par contre dans le projet concernant le droit pour un agriculteur de muter d'une exploitation à une autre.

#### Article 1 du projet

11. Le projet supprime les restrictions relatives au régime des baux ruraux non seulement pour les personnes physiques mais également pour les sociétés. Cette disposition permettrait à une société constituée dans le pays d'émigration d'exploiter dans le pays d'accueil, ou bien autoriserait les étrangers à constituer une société selon le droit du pays d'accueil. Cette hypothèse revêt un caractère assez théorique. Comme le titre premier du programme général cite les sociétés parmi les bénéficiaires, le présent projet ne pouvait omettre cette possibilité sans créer un vide juridique.

Afin d'éviter toute confusion sur la portée de l'article 1, votre rapporteur avait proposé la suppression des mots « ou s'établissant à cette fin ». Les explications et les précisions fournies à ce propos par le représentant de la Commission de la C.E.E. ayant été considérées comme satisfaisantes, l'amendement a été retiré.

La proposition a ensuite été faite de supprimer à l'article 1 les mots :

« exerçant sur son territoire une activité agricole ou s'établissant à cette fin ».

Après un large échange de vues, la commission du marché intérieur s'est prononcée en faveur de l'amendement par six voix pour, cinq voix contre et trois abstentions.

#### Article 2

12. La Commission de la C.E.E. propose un concept général « bail rural » et déclare qu'il n'appartient pas aux organes de la Communauté de proposer une définition du bail rural. Elle se limite à énumérer dans l'exposé des motifs les formes principales de convention tels le bail à ferme, le métayage, le bail à cheptel. Peut-être eût-il été préférable d'établir une liste plus complète où la Commission de la C.E.E. aurait pris position plus nettement, par exemple à l'égard de l'usufruit ou de l'emphytéose. Elle estime cependant qu'est suffisante l'affirmation dans l'exposé des motifs selon laquelle « la proposition vise l'ensemble du régime des baux ruraux, c'est-à-dire la totalité des règles de droit qui, dans chaque législation nationale, déterminent les conditions de formation, d'exécution ou d'extinction des contrats de louage de biens meubles ou immeubles de nature agricole ou rurale ».

13. Dans l'avis qu'elle a émis sur le projet de directive, la commission de l'agriculture pose la question : ne faudrait-il pas à long terme donner une définition du bail rural ? Il semble en effet que les Etats membres pourraient bien, en l'absence de cette définition, traduire dans des directives quelque peu différentes l'expression globale, proposée par la Commission de la C.E.E., de « bail rural ». Il serait donc souhaitable, tout au moins à l'heure actuelle, de faire préciser par la Commission de la C.E.E. les formes de contrat en usage dans les six pays qu'il comprend dans l'expression globale de « bail rural », en laissant entendre que l'énumération n'est pas limitative mais purement exemplative.

Toutefois, au cours des débats au sein de la commission du marché intérieur, elle a convenu qu'il était assurément souhaitable qu'une étude soit effectuée pour parvenir à une détermination plus précise et plus complète du bail rural sur le plan communautaire.

14. D'autre part, il est indiqué à l'article 2, paragraphe 1, que la liberté d'établissement doit s'étendre aux « droits découlant de ses contrats ». Ici également le texte reste imprécis et l'exposé des motifs ne fait que citer certains droits à titre d'exemple.

S'agit-il des droits découlant directement du contrat ou de toute espèce de droits attachés par d'autres textes législatifs ou réglementaires à la condition d'exploitant-partie au contrat. A ce sujet, les deux premières directives permettent

aux bénéficiaires d'accéder aux diverses formes générales ou particulières de crédits, d'aides et de subventions. Ces droits ne sont pas reconnus aux bénéficiaires des deux projets à l'examen, dans la mesure où ces bénéficiaires ne peuvent se prévaloir des deux premières directives.

Sur proposition de votre rapporteur, la commission du marché intérieur a considéré qu'il convenait de préciser la rédaction de l'article 2 en reprenant les termes utilisés par la Commission de la C.E.E. elle-même dans l'article 3. C'est ainsi qu'elle a adopté, à l'unanimité, l'amendement suivant :

« Les dispositions de la présente directive s'appliquent au régime des baux ruraux ainsi qu'à l'exercice et la jouissance par l'exploitant des droits et avantages attachés à ce régime... »

15. En ce qui concerne les activités que les preneurs de bail pourront exercer, sont exclues la sylviculture et l'exploitation forestière du champ d'application des deux projets, celles-ci ne devant être libérées qu'après 1967. Les deux premières directives admettent cependant l'abattage, l'exploitation du bois, le boisement et le reboisement comme activité secondaire.

A ce sujet la Commission de la C.E.E. a exposé au cours de la réunion de votre commission que le champ d'application matériel, c'est-à-dire l'agriculture, est identique dans la proposition « baux ruraux », à l'examen et dans les deux premières directives du Conseil. Seul le champ d'application personnel (bénéficiaire) est différent. Par conséquent, l'interprétation qui a été faite pour les deux premières directives en ce qui concerne l'abattage, l'exploitation de bois, le boisement et le reboisement effectués à titre secondaire est valable pour la proposition proposée à l'examen.

Sur proposition de votre rapporteur, la commission du marché intérieur a en conséquence adopté à l'unanimité l'amendement suivant :

« L'abattage, l'exploitation du bois, le boisement et le reboisement peuvent être pratiqués comme activités secondaires sur les exploitations reprises en application de la présente directive, lorsque ces opérations sont compatibles avec la réglementation nationale et notamment le plan d'utilisation des sols. »

Il se pose également la question de savoir si l'élevage industriel est compris dans les activités libérées par les deux projets de directives. On sait par exemple que l'élevage du porc et de la volaille peut revêtir un caractère industriel qui n'a rien de commun avec l'exploitation du sol. De même la Commission de la C.E.E. a déclaré que la classification C.I.T.I. ne faisant pas de distinction entre l'élevage dit industriel

et l'élevage dit naturel, on doit en déduire que, lorsqu'une telle activité s'exerce dans un Etat membre sous le régime juridique du bail rural, elle entre dans le champ d'application matériel de la proposition de directive.

### Article 3

16. Afin d'harmoniser sur le plan de la terminologie les dispositions du programme général avec celles de la présente directive, votre rapporteur avait proposé un amendement tendant à remplacer le paragraphe 1 par la phrase suivante :

« Les restrictions à supprimer sont celles visées au titre III du programme général. »

Les explications fournies par la Commission de la C.E.E. ayant paru satisfaisantes, l'amendement a été retiré.

### Article 4

17. Il a été indiqué plus haut que les bénéficiaires des deux premières directives jouissaient d'un recours contre toute décision par laquelle l'autorité compétente s'opposerait à leur établissement. Comme les deux propositions supposent qu'il y a déjà établissement et comme ils ne visent qu'à étendre des droits déjà acquis, il n'y a pas lieu ici de prévoir un pareil recours.

18. A supposer que le droit de préemption soit contesté à un bénéficiaire de la proposition relative aux baux ruraux, celui-ci aura les mêmes recours (judiciaires-administratifs) que les nationaux. C'est pour la même raison que les dispositions des deux premières directives relatives aux aides accordées par l'Etat d'émigration ne se justifieraient pas dans les deux propositions à l'examen.

19. D'autre part, en ce qui concerne le deuxième paragraphe de l'article 7 des deux premières directives (analogue à l'article 4 de la proposition), les rapports de M. Kreyssig, énonçaient <sup>(1)</sup> :

« ... votre commission s'est demandé si la rédaction de cette disposition était suffisamment large. Elle a rappelé une fois de plus qu'il est indispensable que la Commission de la C.E.E. soit informée suffisamment tôt de toutes les lois, dès qu'elles existent à l'état de projet, et de toutes les modifications projetées aux prescriptions existantes ainsi que de toutes les autres mesures envisagées afin qu'il puisse encore être tenu compte des observations qu'elle pourrait faire.

De l'avis de votre commission, dans la forme proposée, le paragraphe 2 de l'article 7 ne satisfait pas pleinement à cette exigence.

(1) Cf. doc. 104 et 105, 1962-1963.

A la suite de cette observation, la Commission de la C.E.E. a indiqué qu'elle examinera la proposition de la commission du marché intérieur et complètera éventuellement la disposition en cause. »

20. Enfin, le délai prévu par l'article 4 de la proposition a fait l'objet d'une proposition de la commission de l'agriculture qui, en raison du délai suffisamment long à impartir aux Etats membres, estime devoir porter le délai de six mois à un an. On peut rappeler à ce sujet que les deux premières directives concernant la liberté d'établissement et la directive en nature de libre prestation de services prévoient un délai de six mois. Il semble que, si le Conseil a pu admettre ce délai pour ces deux directives et vu la portée limitée des deux propositions à l'étude ainsi que les restrictions peu nombreuses à lever, un délai plus long ne s'impose pas. On peut comprendre en revanche que la proposition du Parlement, de ramener de six à trois mois ce même délai pour la directive sur la libre prestation des services, a paru excessive au Conseil. Le Parlement devrait tenir compte également du retard accumulé dans ce domaine par rapport au programme général sur la liberté d'établissement. Celui-ci prévoit que ces droits seraient acquis au début de la troisième année de la seconde étape.

## II — Le projet relatif au droit pour un agriculteur de muter d'une exploitation à l'autre

21. En abordant l'examen de cette proposition, votre commission a fait observer, que dans le texte français, l'expression « droit de mutation » est impropre et qu'il serait souhaitable de lui substituer les mots suivants : « le droit pour un agriculteur de muter d'une exploitation à une autre ».

Par cette proposition de directive, la Commission de la C.E.E. espère accroître quelque peu la mobilité des exploitants agricoles en vue de la rationalisation de la production et du remembrement des terres. Elle constate que cette mobilité, déjà faible dans les six pays, est encore entravée par des dispositions restrictives à l'égard des étrangers.

### Article 1

22. Pour être bénéficiaires de la proposition de directive, les exploitants doivent être installés depuis plus de deux ans. Ils ne peuvent remplir cette condition que s'ils ont obtenu le droit de s'établir en vertu

- d'une décision individuelle,
- d'un accord de réciprocité entre deux ou plusieurs Etats membres,

- des deux premières directives citées plus haut. A leur égard, il y a lieu de rappeler que les salariés agricoles établis dans un autre Etat membre détenaient déjà le droit de muter sur toutes les terres. Ce droit est limité par contre à l'égard de ceux qui s'installaient sur les terres incultes ou abandonnées depuis deux ans, du fait que le droit de muter ne portait que sur d'autres terres également incultes ou abandonnées. Grâce au projet, ce droit limité sera confirmé et étendu à toutes les autres terres,
- du projet de directive sur les baux ruraux lorsque deux années se seront écoulées depuis la conclusion du contrat de bail.

### Article 2

23. Le concept de mutation a une multiple signification ; il permet d'abord un déplacement géographique ; il permet aussi une modification des droits personnels ou réels à l'égard de la terre ; il donne la possibilité aux bénéficiaires de choisir une exploitation agricole différente.

Ce dernier point mérite toutefois d'être examiné. L'exécutif ne définit pas l'exploitation agricole, laissant subsister les définitions inscrites dans les législations nationales. Si cette attitude ne peut donner lieu à des discriminations à l'intérieur d'un même Etat, il se pose cependant un problème d'harmonisation. On peut supposer en effet que l'immigration serait plus attirante dans un Etat où la législation propose une définition large. Il en va de même pour le concept de mutation. La Commission de la C.E.E. estime toutefois suffisant qu'elle soit identique pour les nationaux et les ressortissants des autres Etats membres et que les formalités ne puissent être différentes à l'égard des uns et des autres, en ce qui concerne la forme juridique de l'ancien et du nouveau faire-valoir.

### Article 3

24. Le troisième paragraphe de cet article énonce que la mutation ne peut réduire les droits ouverts à l'intéressé en application de la directive n° 63/262 concernant l'établissement sur les exploitations agricoles abandonnées ou incultes depuis plus de deux ans. Il paraît évident que le droit de muter sur toutes les terres comprend celui de muter sur les terres incultes ou abandonnées. Mais cette directive (n° 63/262) accorde aux bénéficiaires, sous les mêmes conditions qu'aux nationaux, des avantages étendus tels que l'accès au crédit et aux aides. Ces droits leur sont donc confirmés s'ils vont s'installer sur des terres non abandonnées ou cultivées, alors que le droit de muter ne couvre pas ces

mêmes avantages pour ceux qui n'ont pas occupé préalablement ces terres défavorisées.

25. Il y a lieu, pour clôturer l'examen du projet sur le droit de muter, de rappeler les observations qui ont été faites à propos de la première proposition aux paragraphes 11 et 15 à 20 concernant les sociétés, l'exploitation fores-

tière, l'élevage industriel et la mise en vigueur des mesures prises par les Etats membres pour se conformer à la directive.

26. En conclusion de ses délibérations, votre commission soumet au vote du Parlement européen les deux propositions de résolution suivantes :

#### Proposition de résolution

portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une directive visant l'application de la législation des Etats membres, en matière de baux ruraux, aux agriculteurs ressortissants des autres Etats membres

*Le Parlement européen,*

- consulté par lettre du président du Conseil en date du 3 février 1965, en application des dispositions de l'article 54, paragraphes 2 et 3 du traité de la C.E.E.,
- vu la proposition de la Commission de la C.E.E. (doc. 144, 1964-1965),
- vu le rapport de sa commission du marché intérieur (doc. 117),
- vu l'avis de sa commission de l'agriculture,
- après en avoir délibéré au cours de sa session de janvier 1966,

1. Constate que la proposition de directive en matière de baux ruraux n'a qu'une portée limitée du fait que selon le programme général, elle ne peut prévoir la reconnaissance du régime national qu'aux seuls agriculteurs exploitant dans le pays d'accueil comme preneur d'un bail rural ;

2. Estime que si le nombre des bénéficiaires est limité de la sorte, il ne devrait pas être créé de discrimination entre les agriculteurs se prévalant de la présente directive et ceux qui invoquent les directives 261 et 262/63 ;

3. Est d'avis que les bénéficiaires de la directive sur les baux ruraux doivent jouir de toutes les possibilités financières, économiques et sociales consenties aux ressortissants du pays d'accueil, fût-ce au prix d'une modification de l'échéancier prévu au programme général ;

4. Invite la Commission de la C.E.E. à reprendre dans la proposition de directive, la possibilité pour les bénéficiaires d'exercer des activités d'abattage, d'exploitation du bois, de boisement et de reboisement comme activités à titre secondaire, telles qu'elles sont mentionnées dans les deux directives 261 et 262/63 ;

5. Souhaite que la Commission de la C.E.E. joigne au projet de directive sur les baux ruraux une liste des formes principales d'exploitation agricole qu'elle comprend dans l'expression globale de baux ruraux ;

6. Estime nécessaire que la Commission communique régulièrement au Parlement l'état de mise en application des programmes généraux dans les Etats membres et les mouvements d'émigration qui en sont la conséquence ;

7. Insiste auprès de la Commission de la C.E.E. sur la nécessité des contacts étroits entre les Etats membres et elle-même en vue d'une information réciproque sur les projets législatifs et réglementaires en voie de préparation ;

8. Approuve la proposition de directive, compte tenu des modifications apportées aux articles 1 et 2.

9. Charge son président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission de la C.E.E.



**Proposition**

**de directive du Conseil visant l'application de la législation des Etats membres, en matière de baux ruraux, aux agriculteurs ressortissants des autres Etats membres**

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE  
EUROPÉENNE,

inchangé

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment son article 54, paragraphes 2 et 3,

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement <sup>(1)</sup> et notamment son titre IV, F, 3,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que le programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement comporte, pour la réalisation de cette liberté en agriculture, un échéancier spécial tenant compte du caractère particulier de l'activité agricole ; que la troisième série des mesures figurant à cet échéancier comporte l'aménagement par chaque Etat membre, au début de la troisième année de la deuxième étape, du régime des baux ruraux, de telle sorte que la législation en la matière soit appliquée aux agriculteurs ressortissants des autres Etats membres, exploitant sous ce régime, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux ;

considérant que la présente directive ne s'applique pas aux bénéficiaires des directives du Conseil n° 63/261 et 63/262 du 2 avril 1963 <sup>(2)</sup>, qui jouissent déjà de l'assimilation aux nationaux en ce qui concerne le régime des baux ruraux ;

considérant que le programme général, titre III, A, inclut parmi les restrictions à éliminer les dispositions et pratiques qui, à l'égard des étrangers seulement, excluent, limitent ou subordonnent à des conditions la faculté de jouir de tous les droits découlant des contrats de baux ruraux,

<sup>(1)</sup> J.O. n° 2 du 15 janvier 1962, page 36.

<sup>(2)</sup> J.O. n° 62 du 20 avril 1963, pages 1323 et 1326.

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

### Article 1

Chacun des Etats membres supprime, conformément aux dispositions ci-après, en faveur des ressortissants et sociétés des autres Etats membres *exerçant sur son territoire une activité agricole ou s'établissant à cette fin*, ci-après dénommés bénéficiaires, les restrictions relatives au régime des baux ruraux.

### Article 2

1. Les dispositions de la présente directive s'appliquent *aux* baux ruraux ainsi qu'à l'exercice et la jouissance par l'exploitant des droits attachés à *ces contrats*, tels que le droit de préemption en cas de vente de tout ou partie du fonds faisant l'objet du bail.

2. Les dispositions de la présente directive s'appliquent aux activités comprises à l'annexe V du programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement (ex-classe 01, agriculture, de la classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activité économique) <sup>(1)</sup> ; notamment :

- a) L'agriculture générale, y compris la viticulture, l'arboriculture fruitière, la production de semences, l'horticulture maraîchère, florale et ornementale, même en serres ;
- b) L'élevage du bétail, l'aviculture, la cuniculiculture, l'élevage d'animaux à fourrure et les élevages divers ; l'apiculture ; la production de viande, de lait, de laine, de peaux et fourrures, d'œufs, de miel.

### Article 3

1. Les Etats membres suppriment les restrictions qui :

<sup>(1)</sup> Bureau statistique des Nations Unies, *Etudes statistiques*, série M, n° 4, rev. 1 (New York 1958).

### Article 1

Chacun des Etats membres supprime, conformément aux dispositions ci-après, en faveur des ressortissants et sociétés des autres Etats membres ci-après dénommés bénéficiaires, les restrictions relatives au régime des baux ruraux.

### Article 2

1. Les dispositions de la présente directive s'appliquent **au régime** des baux ruraux ainsi qu'à l'exercice et la jouissance par l'exploitant des droits et avantages attachés à **ce régime**, tels que le droit de préemption en cas de vente de tout ou partie du fonds faisant l'objet du bail.

- c) L'abattage, l'exploitation du bois, le boisement et le reboisement peuvent être pratiqués comme activités secondaires sur les exploitations reprises en application de la présente directive, lorsque ces opérations sont compatibles avec la réglementation nationale et notamment le plan d'utilisation des sols.

### Article 3

inchangé

- en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, empêchent les bénéficiaires de passer des contrats de baux ruraux ou soumettent à des conditions spéciales la conclusion ou l'exécution de tels contrats, ou restreignent la jouissance des droits et avantages en découlant ;
- résultent d'une pratique administrative ayant pour effet d'appliquer aux bénéficiaires un traitement discriminatoire par rapport à celui dont bénéficient les nationaux en matière de baux ruraux.

2. Parmi les restrictions à supprimer, figurent spécialement celles faisant l'objet des dispositions qui interdisent ou limitent de la façon suivante, à l'égard des bénéficiaires, l'application des dispositions relatives au régime des baux ruraux dans les mêmes conditions qu'aux nationaux :

En France :

- par l'exclusion des exploitants de nationalité étrangère du bénéfice du statut des baux ruraux (article 869 du code rural) ;
- par l'impossibilité pour les étrangers d'être inscrits sur les listes électorales pour la désignation des membres assesseurs des tribunaux paritaires de baux ruraux (article 4 du décret du 22 décembre 1958, n° 58-1293) ;

En Belgique :

- par la limitation à deux ans de la durée de validité de la carte professionnelle d'étranger (article 2 de l'arrêté royal portant réglementation de l'activité professionnelle des étrangers du 16 novembre 1939).

#### Article 4

Les Etats membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive, dans un délai de six mois à compter de sa notification et en informent immédiatement la Commission.

#### Article 5

Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.

#### Article 4

inchangé

#### Article 5

inchangé

### Proposition de résolution

portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une directive visant la liberté pour les agriculteurs ressortissants d'un Etat membre, établis dans un autre Etat membre, de muter d'une exploitation à une autre

*Le Parlement européen,*

- consulté par lettre du président du Conseil en date du 3 février 1965, en application des dispositions de l'article 54, paragraphes 2 et 3, du traité de la C.E.E.,
- vu la proposition de la Commission de la C.E.E. (doc. 143, 1964-1965),
- vu le rapport de sa commission du marché intérieur (doc. 117),
- vu l'avis de sa commission de l'agriculture,
- après en avoir délibéré au cours de sa session de janvier 1966,

1. Se félicite de l'initiative de la Commission qui vise à donner aux agriculteurs ressortissants des autres Etats membres la possibilité de se transférer sur une autre exploitation agricole quelle que soit la forme du nouveau faire-valoir ;

2. Estime qu'il ne devrait pas être créé de discrimination entre les agriculteurs se prévalant de la présente directive et ceux qui invoquent les directives 261 et 262/63 ;

3. Est d'avis que les bénéficiaires de la présente directive doivent jouir de toutes les possibilités financières, économiques et sociales consenties aux ressortissants du pays d'accueil, fût-ce au prix d'une modification de l'échéance prévue au programme général ;

4. Invite la Commission à reprendre dans la proposition de directive, la possibilité pour les bénéficiaires d'exercer des activités d'abattage, d'exploitation du bois, de boisement et de reboisement comme activités à titre secondaire, telles qu'elles sont mentionnées dans les deux directives 261 et 262/63 ;

5. Estime nécessaire que la Commission communique régulièrement au Parlement l'état de mise en application des programmes généraux dans les Etats membres et les mouvements d'émigration qui en sont la conséquence ;

6. Insiste auprès de la Commission sur la nécessité des contacts étroits entre les Etats membres et elle-même en vue d'une information réciproque sur les projets législatifs et réglementaires en voie de préparation ;

7. Approuve la proposition de directive, compte tenu des modifications ci-après apportées à l'article 2 ;

8. Charge son président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission de la C.E.E.

### Proposition

de directive du Conseil visant la liberté pour les agriculteurs ressortissants d'un Etat membre, établis dans un autre Etat membre de muter d'une exploitation à une autre

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE  
EUROPÉENNE,

inchangé

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment son article 54, paragraphes 2 et 3,

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement <sup>(1)</sup> et notamment son titre IV, F, 3,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que le programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement comporte, pour la réalisation de cette liberté en agriculture, un échéancier spécial tenant compte du caractère particulier de l'activité agricole ; que la troisième série de mesures figurant à cet échéancier comporte la reconnaissance, par chaque Etat membre, au début de la troisième année de la deuxième étape, du droit de muter d'une exploitation à une autre pour les agriculteurs ressortissants des autres Etats membres installés depuis plus de deux ans dans un Etat membre ;

considérant que le droit de mutation faisant l'objet de la présente directive est indépendant de la forme juridique sous laquelle est effectuée l'exploitation ; qu'il ne saurait avoir pour effet de réduire les droits ouverts à l'intéressé, quant à sa situation d'étranger, sans restreindre en fait sa liberté de muter d'une exploitation à une autre ;

considérant que la présente directive ne s'applique pas aux bénéficiaires de la directive du Conseil n° 63/261 du 2 avril 1963 <sup>(2)</sup> qui jouissent déjà de l'assimilation aux nationaux en ce qui concerne le droit de mutation d'une exploitation agricole à une autre ;

considérant que, dans la mesure où il est nécessaire de se référer à une définition de l'exploitation agricole pour l'application de la présente directive, cette définition est de la compétence de l'Etat membre intéressé, notamment en ce qui concerne la superficie minima d'exploitation ;

<sup>(1)</sup> J.O. n° 2 du 15 janvier 1962, p. 36.

<sup>(2)</sup> J.O. n° 62 du 20 avril 1963, page 1323.

considérant que l'article 4, paragraphe 2, de la directive du Conseil n° 63/262 du 2 avril 1963, fixant les modalités de réalisation de la liberté d'établissement sur les exploitations abandonnées ou incultes depuis plus de deux ans, réservait expressément la reconnaissance du droit de mutation jusqu'à la mise en œuvre de la présente directive,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

#### Article 1

Chacun des Etats membres supprime, conformément aux dispositions ci-après, en faveur des ressortissants et sociétés des autres Etats membres exerçant sur son territoire une activité agricole depuis plus de deux ans, ci-après dénommés bénéficiaires, les restrictions qui ont pour effet de leur refuser ou de limiter le droit de muter d'une exploitation à une autre.

#### Article 2

1. Par droit de mutation au sens de la présente directive, on entend la faculté pour les bénéficiaires de se transférer librement sur une autre exploitation de leur choix dans l'Etat où ils sont installés, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet Etat. Ce transfert doit pouvoir se réaliser quelle que soit la forme juridique sous laquelle s'effectue le faire valoir sur l'ancienne et la nouvelle exploitation.

2. Par activités agricoles au sens de la présente directive, on entend les activités comprises à l'annexe V du programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement (ex classe 01, agriculture, de la classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activité économique <sup>(1)</sup>), notamment :

- a) L'agriculture générale, y compris la viticulture, l'arboriculture fruitière, la production de semences, l'horticulture maraîchère, florale et ornementale, même en serres ;
- b) L'élevage du bétail, l'aviculture, la cuniculture, l'élevage d'animaux à fourrure et les élevages divers ; l'apiculture ; la production de viande, de lait, de laine, de peaux et fourrures, d'œufs, de miel.

#### Article 1

inchangé

#### Article 2

- 1. inchangé

<sup>(1)</sup> Bureau statistique des Nations Unies, *Etudes statistiques*, série M, n° 4, rev. 1 (New York 1958).

- c) L'abattage, l'exploitation du bois, le boisement et le reboisement peuvent être pratiqués comme activités secondaires sur les exploitations reprises en application de la présente directive, lorsque ces opérations sont compatibles avec la réglementation nationale et notamment le plan d'utilisation des sols.

### Article 3

1. Les Etats membres suppriment les restrictions qui :

- en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, empêchent les bénéficiaires de muter d'une exploitation à une autre ou soumettent la mutation à des conditions spéciales ;
- résultent d'une pratique administrative ayant pour effet d'appliquer aux bénéficiaires un traitement discriminatoire par rapport à celui qui est appliqué aux nationaux en ce qui concerne le droit de mutation.

2. Parmi les restrictions à supprimer, figurent spécialement celles faisant l'objet de dispositions qui interdisent ou limitent de la façon suivante, à l'égard des bénéficiaires, le droit de muter d'une exploitation à une autre dans les mêmes conditions que les nationaux ;

En France :

- Par la nécessité, pour les étrangers bénéficiaires de la directive du Conseil n° 63/262 du 2 avril 1963, d'obtenir une autorisation pour s'établir sur une exploitation qui ne serait pas inculte ou abandonnée (article 3 du décret n° 63-1019 du 10 octobre 1963) ;
- par la nécessité pour les étrangers d'obtenir, pour une mutation, une nouvelle carte professionnelle d'exploitant agricole ou une nouvelle autorisation d'exploiter (article 4 du décret n° 5472 du 20 janvier 1954 et article 4 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1955) ;

En Belgique :

- Par la possibilité de limiter la validité de la carte professionnelle d'étranger à une seule exploitation (article 2 de l'arrêté royal portant réglementation de l'activité professionnelle des étrangers du 16 novembre 1939) ;

### Article 3

inchangé

3. Le transfert sur une nouvelle exploitation n'a pas pour effet de réduire les droits ouverts à l'intéressé, quant à sa situation d'étranger, en application de la directive n° 63/262 du Conseil.

#### Article 4

Les Etats membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai de six mois à compter de sa notification et en informent immédiatement la Commission.

#### Article 5

Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.

#### Article 4

inchangé

#### Article 5

• inchangé



## Avis de la commission de l'agriculture

Rédacteurs : MM. Estève et Loustau

Conformément aux dispositions de l'article 38, alinéa 3, du règlement, le président du Parlement européen a décidé de renvoyer à la commission du marché intérieur, compétente au fond, et à la commission de l'agriculture, saisie pour avis :

- une proposition de directive de la Commission au Conseil visant l'application de la législation des Etats membres, en matière de baux ruraux, aux agriculteurs ressortissants des autres Etats membres (doc. 144, 1964-1965) ;
- une proposition de directive du Conseil visant la liberté pour les agriculteurs ressortissants d'un Etat membre, établis dans un autre Etat membre, de muter d'une exploitation à une autre (doc. 143, 1964-1965).

La commission de l'agriculture a chargé MM. Estève et Loustau d'élaborer un avis à l'intention de la commission du marché intérieur.

Le projet d'avis élaboré par MM. Estève et Loustau a été examiné par la commission de l'agriculture à l'occasion de ses réunions des 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 1965 et des 27 et 28 avril 1965.

Le présent avis a été adopté à l'unanimité au cours de la réunion des 27 et 28 avril 1965.

Etaient présents : MM. Boscary-Monsservin, président, Sabatini, vice-président, Estève et Loustau, rédacteurs, Baas, Bading, Braccisi, Briot, Kriedemann, Lardinois, Marengi, Mauk, Merten (suppléant M<sup>me</sup> Strobel), Restat.

1. Le droit d'établissement, dont le régime fait l'objet des articles 52 à 58 inclus du traité instituant la Communauté économique européenne, a pour but de permettre aux ressortissants des Etats membres (personnes physiques ou morales) de créer une installation stable et permanente dans l'Etat membre de leur choix. Cette faculté devrait donc leur permettre de choisir leur lieu d'installation en fonction d'une utilisation optimale des facteurs de production.

2. Conscients de l'importance économique, sociale et humaine d'une telle liberté, les auteurs du traité ont inscrit à l'article 52, le principe de la progressivité de la réalisation du droit d'établissement. Le programme général<sup>(1)</sup> arrêté conformément à l'article 54, par. 1 du traité contient un titre IV « Echéancier » qui précise les étapes de la réalisation de cette liberté d'établissement qui doit trouver son terme à la fin de la période transitoire.

3. En ce qui concerne l'agriculture, pour tenir compte des caractéristiques propres de ce secteur d'activité, un échéancier spécial a été adopté qui prévoit une libération dont la progressivité est particulière.

4. Les présentes propositions de directive viennent en troisième place dans la série de mesures ayant pour but d'assurer la liberté d'établissement en agriculture après les directives du Conseil n° 63/261 et 63/262 du 2 avril 1963<sup>(1)</sup> fixant les « modalités de réalisation de la liberté d'établissement de l'agriculture sur le territoire d'un Etat membre, des ressortissants des autres pays de la Communauté ayant travaillé en qualité de salariés agricoles dans cet Etat membre pendant deux ans sans interruption » et « les modalités de la réalisation de la liberté d'établissement sur les exploitations agricoles abandonnées ou incultes depuis plus de deux ans ».

5. Votre commission a eu l'occasion de se prononcer sur les deux premières directives<sup>(2)</sup> et n'entend donc pas revenir sur le principe même de la suppression des restrictions à la liberté d'établissement. Aussi accueille-t-elle avec satisfaction les présentes directives qui constituent une nouvelle étape dans la réalisation progressive de la liberté d'établissement au sein de la Communauté.

<sup>(1)</sup> J.O. n° 62 du 20 avril 1963, p. 1323 et 1326.

<sup>(2)</sup> Voir avis de MM. Briot et Vredeling transmis à la commission du marché intérieur (doc. 104 et 105).

<sup>(1)</sup> J.O. n° 2 du 15 janvier 1962, p. 36.

6. Ces remarques générales étant faites, votre commission tient à présenter les quelques observations que suscite de sa part l'analyse des propositions de directive.

I — *La proposition de directive sur les baux ruraux*

7. La présente proposition de directive s'applique à l'ensemble du régime des baux ruraux, c'est-à-dire à « la totalité des règles de droit qui, dans chaque législation nationale, déterminent les conditions de formation, d'exécution ou d'extension de contrats de louage de nature agricole et rurale ».

8. Votre commission a pris note du fait que la Commission de la C.E.E. n'entend pas proposer une définition communautaire du bail rural. Cependant, l'exécutif reconnaît lui-même que les dispositions nationales en vigueur en la matière varient sensiblement d'un pays à l'autre. L'on peut, en conséquence, se demander si, à long terme, une définition communautaire du bail rural ne s'avérera pas nécessaire.

9. L'article 4 stipule que « les Etats membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai de six mois à compter de sa notification ». Votre commission estime que le délai prévu est trop court pour permettre aux Etats membres de se conformer aux dispositions de la présente directive. Elle propose en conséquence de porter ce délai à *un an*.

II — *La proposition de directive relative au droit de mutation*

10. Par « droit de mutation » on entend la faculté pour les bénéficiaires de se transférer librement sur une autre exploitation de leur choix dans l'Etat où ils sont installés, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet Etat.

La mutation est obtenue de trois manières principales :

- par succession,
- par vente,
- par affermage.

11. La présente directive prévoit en son article 3 que les Etats membres suppriment les restrictions qui :

- en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives empêchent les bénéficiaires de muter d'une exploitation à une autre ou soumettent la mutation à des conditions spéciales,
- résultent d'une pratique administrative ayant pour effet d'appliquer aux bénéficiaires un traitement discriminatoire par rapport à celui qui est appliqué aux nationaux en ce qui concerne le droit de mutation.

12. L'article 4 stipule que « les Etats membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai de six mois à compter de sa notification ». Votre commission estime là encore que le délai prévu est trop court pour permettre aux Etats membres de se conformer aux dispositions de la présente directive. Elle propose en conséquence de porter ce délai à *un an*.

13. D'une manière générale, votre commission tient à rappeler les observations qu'elle avait présentées à l'occasion de l'avis élaboré en son nom par M. Briot :

- il conviendra de veiller à ce que la levée des restrictions au droit de libre établissement n'entraîne pas des effets néfastes, tels que le renchérissement des terres, phénomène qui risque d'être particulièrement sensible en France, principal pays d'accueil ;
- il serait souhaitable que toutes mesures soient prises pour que l'exercice du droit d'établissement n'aboutisse pas, dans certaines régions, à la rupture de l'équilibre entre l'offre et la demande par une augmentation massive de la production.

14. Sous réserves des observations présentées ci-dessus, votre commission approuve les deux propositions de directive qui lui sont soumises pour avis et en recommande l'adoption.